

**Grégoire Kauffmann, *Le nouveau FN. Les vieux habits du populisme* (éd. Seuil, 2016)**

---

Ce livre porte sur la « complète redéfinition stratégique » qu'aurait connue le FN ces dernières années. Mais l'originalité du livre est justement de dire que le « "nouveau" Front national est bien souvent "ancien" ». Cependant fait remarquer l'auteur, docteur en histoire et enseignant à Science Po, « les filiations susceptibles d'être identiques ne sont jamais reproduites à l'identique ». Voilà pour la structure argumentative la plus générale du livre. Nous reviendrons rapidement sur ces points méthodologiques à la fin de cette note.

Dans son contenu, la thèse est la suivante, le « nouveau FN » est le dépositaire d'une hybridation comprenant :

- La revalorisation de l'« anticapitalisme national » porté au XIXe siècle, par une tendance qui s'est épanouie dans un patriotisme teinté d'antisémitisme et de xénophobie, et qui revendique l'« héritage populiste des sans-culottes de 1793 » (ce qui a beaucoup marqué le mouvement boulangiste des années 1880).
- Une ligne « sociale » et « ni droite, ni gauche » qui est un retour au courant du « nationalisme révolutionnaire » porté par les néofascistes d'*Ordre Nouveau* qui fondèrent le FN en 1972.
- Les préemptions des valeurs de la République.

Pour l'auteur, dès 1995, il y a un changement de cap dans l'orientation du FN, en matière économique. C'est là le virage vers une ligne « sociale » (en abandonnant progressivement l'orthodoxie néolibérale) et vers le « ni droite ni gauche ». Le propos de l'auteur est donc de dire que J.-M. Le Pen est déjà l'initiateur du virage qui va être véritablement acté au FN, en 2011, par Marine Le Pen. Au-delà des querelles de familles, il y a ainsi une certaine continuité. En 2011, c'est finalement la victoire des tenants du retour de l'État, de la défense des services publics, du dirigisme et de l'« État stratège » (contrôle des prix, surimposition des revenus du capital, nationalisations, revalorisation des salaires et des pensions, retour de l'inflation pour faire baisser le poids de la dette et le chômage, encadrement des taux d'intérêt, etc.) et du « ni droite ni gauche » (Marine Le Pen ne se serait jamais revendiquée « de droite » et ce serait même pour elle une insulte). « Le livre manifeste publié par Marine Le Pen avant l'élection présidentielle de 2012, *Pour que vive la France* abonde, remarque l'auteur en référence à Marx, à Jaurès ou s'agissant de préemptions plus récentes, en incantations anticapitalistes dues à Emmanuel Todd et Serge Halimi, pilier du *Monde diplomatique* » (p. 14).

Depuis 2011, l'anticapitalisme tronqué de la gauche n'a voulu voir dans la nouvelle orientation antilibérale du FN qu'un leurre, et n'a pas du tout pris au sérieux le problème de ce nouveau creuset où viennent fusionner de nombreux contenus idéologiques de la « gauche de la gauche », c'est-à-dire pour parler clairement, son anticapitalisme tronqué. A gauche, toutes les positions ont été de dire qu'il n'y avait là que l'éternel retour du même, que notre contexte du début de XXI<sup>e</sup> siècle n'était que le retour des années 1930, autrement dit, on n'a fait que plaquer le vieil antifascisme sur ce « nouveau FN », et selon l'auteur, c'est en partie anachronique. Une thèse de Kauffmann sera ainsi de dire, que ce « nouveau FN » endosse bien de « vieux habits », mais ces vieux habits ne sont pas exactement ceux auxquels nous pensons immédiatement – et en particulier dans nos milieux

militants. Mais quoi qu'il en soit, d'après l'auteur, il faudra attendre le début 2015 pour qu'une partie de la gauche de gauche ou même le PS, commencent un peu à dessiller les yeux sur ce « virage » du FN. Virage qui sera progressivement acté par ce genre de formule, « Madame Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970 » (Hollande, Canal +, avril 2015). Au même moment, à droite, on prend acte également de cette divergence sur le plan économique entre LR et FN : « Marine Le Pen a le programme économique de l'extrême-gauche » (Sarkozy, France info, 24 mars 2015).

## 1. Chapitre 1. Les vieux habits de l'anticapitalisme national

D'où vient la « greffe socialisante » du « nouveau FN » ? Certes, de transferts de personnes qui viennent à l'origine de la gauche (Filippot – ex-chevènementiste -, Engelmann, Dutheil de La Rochère, etc.) mais aussi de « transferts idéologiques » et, en premier lieu avec ce qu'il faut clairement identifier comme une gauche « sociale-chauviniste », qui comprend tout à la fois un anticapitalisme national de gauche (que nous appellerions bien sûr un anticapitalisme tronqué) et « un jacobinisme d'exclusion mâtiné de xénophobie » (que semble avoir décrit Marc Crapez dans *La Gauche réactionnaire. Mythes de la plèbe et de la race*). Selon l'auteur, ce n'est donc pas en puisant dans l'anticapitalisme religieux et en rien « national » des catholiques antilibéraux et conservateurs du XIXe siècle (Louis Veuillot, Albert de Mun, *Rerum novarum*, etc.), que vient se ressourcer le FN.

L'auteur montre ainsi que le FN se revendique aujourd'hui moins de la droite réactionnaire et antirévolutionnaire que de l'héritage sans culotte de 1793, du socialisme prémarxiste (comme les décroissants et anti-industriels, et on sait l'écho du thème monté en épingle par Jean-Claude Michéa de la différence entre le premier socialisme et la « gauche » des Lumières) ou antimarxiste. Marat, Hébert, Auguste Blanqui et ses disciples, Henri Rochefort et son journal *La Lanterne*, le poète communard Clovis Hugues et le socialiste proudhonien Auguste Chirac, « tous prétendent concilier socialisme et patriotisme, “anticapitalisme national” et démocratie directe, dénonciation de l'“argent-roi” et passion de l'égalité ». « Attachée au travail, à la famille, à la petite propriété, cette constellation socialiste se tient à distance du collectivisme et flétrit l'internationalisme. Valorisant les “petits”, contre les “gros”, elle se définit surtout négativement, par l'énumération de ses haines, une rengaine contre coquins, escrocs, usuriers, voleurs, vendus, concussionnaires, prévaricateurs, profiteurs, exploités, agioteurs, tripoteurs, corrompus, etc. Au sommet, l'accapareur qui affame le peuple en stockant les denrées pour spéculer, et les pratiques qu'il symbolise : le parasitisme, le monopole et la concentration capitaliste qui lèse les victimes » (Crapez cité par Kauffmann). Cette gauche-là faite de « disciples de Hébert », va succomber on le sait, à l'antisémitisme anticapitaliste assimilant « juiverie » et « parasitisme », dans la lignée ouverte par Alphonse Toussenel, un disciple de Fourier qui écrira en 1845 le livre *Juifs, rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière*. L'auteur montre bien d'ailleurs que le « nouveau FN » n'est pas du tout délivré de son antisémitisme (p. 20), notamment parce que Marine Le Pen continue à utiliser son champ lexical, mais on voit aussi les réflexes antisémites enfouis ressortir du chapeau dans cette sortie de Marion Maréchal-Le Pen où elle affirmait que « les véritables responsables de cette situation [la situation financière de la Grèce] sont en réalité les gouvernements socialistes d'hier qui, avec la complicité de la banque Rothschild [au lieu de Goldman Sachs], avaient falsifié les comptes grecs » (Bourdin-direct, RMC-BFM TV, 9 juillet 2015).

Le livre pointe également les parallèles entre les nouveaux éléments de langage du FN et la rhétorique hébertiste du *Père Duchesne*, qui a toujours mêlée exaltation du peuple, haine des élites, dénonciation des complots tramés contre la patrie et appels au châtimement des traîtres. Pour illustrer ce lien avec le socialisme chauviniste et nationalitaire de gauche, l'auteur prend l'exemple des

origines historiques du thème de la « préférence nationale » qui sont clairement à trouver dans une certaine extrême-gauche du XIXe siècle, quand en 1885, le député Jean-Baptiste Pally des Bouches du Rhône propose que les marchés publics comprennent « une clause stipulant que les entrepreneurs ne pourront employer que des ouvriers français » (sic). Thème repris par le blanquiste et ancien communard, Alfred Breuillé comme par Ernest Granger, exécuteur testamentaire de Blanqui. Toutes ces thématiques ne sont pas sans lien d'ailleurs avec la Révolution française selon l'auteur, où l'on va voir apparaître les premiers discours anathématisant « l'étranger » par opposition au « national ». En ce sens où, le « messianisme révolutionnaire » notamment à partir de 1793, est tenté par un double refus :

- Le premier point est le rejet de *l'étranger né hors-sol*, exclu de la souveraineté (et donc du « peuple ») réservée aux « nationaux » lors du décret de 6 nivôse an II (26 décembre 1793). Parce qu'en effet, « l'État-nation, en réclamant l'allégeance prioritaire de sujets devenus citoyens, a marqué une étape essentielle et décisive dans la dramatisation de l'altérité ; quitté ce giron, l'Autre devient brutalement un étranger [...] "hors du commun", fondamentalement différent, un "intrus" pouvant incarner la dangerosité, la trahison ou les allégeances douteuses » (Gilles Ferréol cité par Kauffmann). Ce point semble évident, et doit être intégré il me semble à une théorie critique de la forme nation. La forme nation et la mise en « nations » des populations à partir du XIXe siècle (ce que Gérard Noiriel appelle la « nationalisation » des populations), déterminent structurellement une nouvelle forme et un nouveau contenu du rapport à l'Autre et donc à la xénophobie moderne. Ici, la forme nation et la xénophobie moderne existent dans une implication réciproque, déterminée par les rapports sociaux capitalistes (mais faute de place, je ne rentre pas ici dans ces développements touchant à une théorie critique marxienne de la xénophobie et du racisme).
- Le deuxième point est le rejet de *l'étranger du dedans*, né Français mais pour autant exclu de la communauté nationale pour s'être exclu de l'« amitié » révolutionnaire. C'est là, une première détermination de l'« ennemi intérieur ».

Au-delà des discours convenus sur l'idéal d'universalité, selon l'auteur, il y a bien dans la Révolution française une volonté de clôturer la communauté nationale, une tension donc entre d'un côté une « fraternité xénophobe » (Mona Ozouf) et de l'autre l'idéal de tolérance et les aspirations universalistes, les deux faces des Lumières capitalistes dirions-nous.

## **2. Chapitre 2. Un néo-boulangisme.**

La thèse principale de l'auteur ici, est de dire qu'il faut se méfier de l'analogie avec les années 1930. « Contrairement aux meneurs fascistes des années 30, Marine Le Pen ne prétend pas combattre la République, mais la "rétablir", corriger ses insuffisances, renouer avec ses principes » (p. 28). Le parallèle avec le phénomène boulangiste (entre 1886-1888, du général Boulanger) ouvre à ses yeux des perspectives bien plus stimulantes.

D'abord, l'auteur présente l'analogie sous la forme de l'identité des contextes socio-économiques. 1873, krach boursier de Vienne et grande dépression jusqu'au milieu des années 1890. Point la peine ici de rappeler le contexte des années 2000-2010. Crises, restructurations du rapport capitaliste, angoisses. Ces deux contextes « produisent leur lot d'exclus, désenchantés d'une modernité dont ils ne recueillent pas les fruits ». Au niveau des contenus, les points de similarité entre le boulangisme et le « nouveau FN » sont les suivants :

- D'identiques frustrations des catégories sociales les plus fragilisées par l'ouverture économique (la « première mondialisation » des années 1860-1880 ; et celle qui opère depuis les années 1980).
- Une dimension « ni droite ni gauche » qui caractérise le boulangisme comme ce « nouveau FN », au travers d'une transversalité des électorats, et des soutiens militants, puisque une partie de la gauche et de l'extrême-gauche soutiendra, on le sait, Boulanger (pensons aux blanquistes), aux côtés de royalistes.
- Un nationalisme républicain traduisant un désir d'ordre, d'autorité, cherchant à se retremper aux sources de la « Grande révolution » nationalitaire, avec son social-chauvinisme héritier du sans-culottisme.
- Un appel au « coup de balai » salvateur contre les élites corrompues, qui prend la forme d'une opposition à la démocratie parlementaire au profit d'une démocratie directe. Comme tous les nationaux-populistes, Marine Le Pen avance officiellement la thématique des référendums d'initiative populaire sur le modèle suisse ou californien (thématique propulsée depuis 1974 par le Club de l'Horloge, cercle d'extrême-droite).

Cet emprunt au boulangisme, « coexiste [selon Grégoire Kauffmann] avec d'autres influences, nées dans le sillage de la droite contre-révolutionnaire » et catholique intransigeante. L'auteur pense ici essentiellement à la « conception figée de la communauté nationale ». Car de nombreux dirigeants frontistes « sacrifient à une conception christianisée de l'identité nationale ». Il y a là, selon l'auteur, comme une tension avec le nationalisme républicain endossé par le « nouveau FN », parce que ce dernier reste toujours marqué par le nationalisme ethno-linguistico-culturel hérité on le sait de la conception identitaire allemande de la « nation » (Friedrich Jahn et son « Volkgeist », Herder, Fichte, etc.). Cependant, ici, l'auteur nous semble méconnaître les travaux de Gérard Noiriel dans *État, nation et immigration*, qui a critiqué de manière pertinente nous semble-t-il, l'opposition classique et sans nuances entre les « modèles » de la « nation » à la française (libre choix) et à l'allemande (ethno-linguistique-culturelle). Il y a plutôt selon cet historien de nombreux liens, dans un sens comme dans l'autre. On sait bien qu'avec les historiens libéraux comme Augustin Thierry, les emprunts aux définitions ethnolinguistiques prétendues allemandes, sont légions. Noiriel l'a montré aussi pour l'historien républicain Jules Michelet (voir *État, nation et immigration*, Belin, 2001, p. 228-230) pour qui, comme dans la définition identitaire allemande de la nation, la France est une « personne ». Il y a donc un « principe spirituel » (une « âme ») qui fonde l'identité propre de la communauté nationale « inventée ». Noiriel critique d'ailleurs très bien la vision de la nation d'Ernest Renan qui est « La » vision républicaine officielle, que l'on oppose souvent à la définition allemande, alors qu'elles fusionnent totalement dans la célèbre conférence de Renan en 1882 à la Sorbonne. Citons Noiriel, en allant directement au résultat de sa démonstration que nous ne reprenons pas ici : « dans ces conditions, le “plébiscite de tous les jours” que défend Renan *ne concerne que ceux qui ont un passé commun, c'est-à-dire qui ont les mêmes “racines”*. “L'identité de soi” se définit donc maintenant par référence aux ancêtres et à la continuité généalogique [...]. Pour Renan, même si cela reste implicite, le “sentiment d'appartenance” qui fonde l'identité nationale est un flux homogène, sans mélange, qui ne varie pas d'intensité » (*État, nation et immigration*, *ibid.*, p. 143 et p. 144, je souligne).

Autrement dit, le fait que le FN reste toujours attaché, à la manière de Maurice Barrès, au « primat de la collectivité, au poids de l'Histoire et des traditions, au legs de la “terre” et des “morts” » (Kauffman, p. 33), ne relègue pas tellement à l'arrière-plan comme le prétend Grégoire Kauffmann, les présupposés prétendus universalistes de la doctrine républicaine. Cette dernière est elle-même très marquée par la conception identitaire de la forme nation. On sait par exemple que

Sieyès dans son célèbre *Qu'est-ce que le tiers état ?*, mobilise lui-même la dimension identitaire de la « nation » en s'appuyant sur le débat des « deux races » au XVIII<sup>e</sup> siècle, opposant l'aristocratie (se réclamant des Francs, les vainqueurs) et la bourgeoisie (se réclamant elle des Gaulois, les vaincus) au sujet de la détention du pouvoir : les nobles (les Francs) doivent rejoindre leur forêts de Franconie dit Sieyès... Ce sont là des « néotraditions » (Hobsbawm) identitaires qui vont donc aussi être mobilisées par les révolutionnaires. Les Allemands vivant sous l'occupation napoléonienne, ne seront donc pas les seuls à mobiliser ce genre d'histoires fictives pour asseoir une position dans le présent. Conclusion, trêve de bavardages, « *la dimension identitaire est donc inhérente au concept de nation* » démontre Gérard Noiriel (ibid., p. 136).

« Cette opposition entre “pensée allemande” (priviliégiant les critères identitaires) et “pensée française” (valorisant la citoyenneté) résulte, à mon sens, d'un comparatisme superficiel qui prolonge les présupposés franco-français sur la nation. En réalité, dès le départ, la réflexion sur la nation s'est développée grâce à des échanges et une circulation des références qui ont concerné toute l'Europe, enjambant les frontières nationales » (Noiriel, ibid., p. 137-138).

L'argument qui oppose la gentille définition française de la nation, à la méchante définition allemande, ce que fait aujourd'hui dans ses meetings Jean-Luc Mélenchon quand il s'oppose à la « nation » de Marine Le Pen, et que l'on retrouve sous d'autres traits dans l'« identité positive » de François Hollande (sept. 2016) et dans l'« identité heureuse » d'Alain Juppé (novembre 2016), n'est pas très sérieux, même si cela marque encore l'habitus national français, notamment celui de ses élites et ses hussards. Il y a bien un fond commun à Sieyès, Jahn, Herder, Fichte, Renan, Michelet, etc., et ce jusqu'à l'historien identitaire Fernand Braudel dans son *Identité de la France* (voir Marc Augé dans *Comment devenir autochtones. Du pur Athénien au Français raciné*). La forme nation est identitaire en tant que telle, il n'y a rien là à sauver pour une perspective émancipatrice, au-delà de la formation sociale capitaliste.

### Chapitre 3. Spectres de Maurras

Selon Grégoire Kauffmann, « l'attachement à la République revendiquée par le FN coexiste contradictoirement avec des influences idéologiques qui le démentent ». Ici ce spectre qui vient hanter le « nouveau FN » n'est plus Barrès, c'est Charles Maurras (1868-1952), ce qui peut être vu selon l'auteur à différents niveaux :

- L'accent mis par le « nouveau FN » sur l'opposition entre « France des oubliés » et « caste des élites mondialisées » peut se lire comme un décalque de la distinction, inventée par Maurras, entre « pays réel » et « pays légal ». « A cette nuance près que le “pays légal” attaqué par l'Action française ciblait au premier chef le régime républicain, tandis que la présidente du FN prétend s'en réclamer ».
- De même, « les charges venimeuses de Marine Le Pen contre l'Allemagne semblent puiser dans le stock de stéréotypes hérités de la vulgate maurrassienne » (Maurras que l'on sait « germanophobe »). L'Allemagne est présentée comme le fourrier du « mondialisme », on se rappelle en octobre 2015 des propos de Marine Le Pen au Parlement européen devant Merkel et Hollande : « Merci, Madame Merkel, de nous faire le plaisir de venir avec votre vice-chancelier, administrateur de la province France ».
- Le legs maurrassien est plus présent encore dans les positions « nationales-catholiques » de Marion Maréchal-Le Pen (député du Vaucluse). Celle-ci semble refuser la position « ni

droite, ni gauche » du FN mariniste, et se réclame « de droite » avec un ancrage ultra-conservateur et un catholicisme de combat. Elle et ses proches contestent aussi les références à la Révolution française, à Jaurès, à « une gauche patriotique dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas » (un conseiller de Marion Maréchal-Le Pen). Elle semble aussi reprendre à Maurras, l'essentialisme culturaliste assimilant le « génie de la France » à la « culture gréco-romaine ». Ainsi à la différence de sa tante qui critiquera l'islam au nom prétendument de la laïcité, la nièce critiquera, elle, l'islam au nom de la « tradition catholique ».

#### Chapitre 4. Retour à « Ordre nouveau »

Dans ce chapitre la thèse de G. Kauffmann est affirmée de la façon suivante : « En prétendant faire peau neuve, le parti de Marine Le Pen renoue pourtant à plusieurs titres avec le système de valeurs hérité des jeunes néofascistes d'*Ordre nouveau* (ON), qui lancèrent le FN en 1972, avant de se brouiller avec Jean-Marie Le Pen ». Autrement dit, « la “dédiabolisation” mariniste renoue [...] avec l'héritage jadis porté par *Ordre nouveau* » (p. 70).

Pour appuyer cette thèse, l'auteur en vient à montrer dans un premier point que la stratégie de « dédiabolisation » du « nouveau FN » n'est rien d'autre que ce qu'avait déjà théorisé et tenté au début des années 1970, ce groupe néofasciste ON, quand en 1972 celui-ci voulut sortir du ghetto du milieu militant néofasciste et des opérations « barres de fer ». Leur état d'esprit était déjà d'« opposer au système une alternative crédible », « on voulait se normaliser ». Alors que cette stratégie a été éliminée par Jean-Marie Le Pen quand il a pris le FN au profit d'une stratégie de « diabolisation », c'est avec la première stratégie du FN du temps d'ON que cherche à renouer le FN d'aujourd'hui. On cherche ainsi à donner une image respectable du parti, à s'ajuster aux normes de la compétition politique, on passe à l'euphémisation des éléments les plus choquants du discours, la proscription des « dérapages » à connotations racistes et antisémites, etc.

Ce n'est pas seulement dans la stratégie que l'auteur voit des similarités entre le « nouveau FN » et *Ordre nouveau*. Au niveau des contenus idéologiques, on voit également la reprise de certains des présupposés doctrinaux de ce courant d'extrême-droite porteur de l'idéologie très spécifique du « nationalisme révolutionnaire ». Ce qui se voit tout particulièrement dans la répugnance à se dire « de droite » et dans leur propension à se positionner sur le « ni droite, ni gauche : Français ! » (Jean-Marie Le Pen en 1995), ou dans le fait de chercher une « troisième voie ». A l'époque, pour Alain Robert, le dirigeant d'ON, et son théoricien, François Duprat, il s'agissait de fonder une « nouvelle voie » entre communisme et capitalisme. Si après la chute du communisme, l'antimarxisme viscéral d'ON ne subsiste plus dans la « troisième voie » du « nouveau FN », la continuité est par contre frappante selon l'auteur, du côté de l'antilibéralisme économique. Terminé le Jean-Marie Le Pen du début des années 1970, défenseur des petits patrons (rappelons qu'il avait été député poujadiste) et du libéralisme économique, selon G. Kauffmann le « nouveau FN » va ici faire clairement un retour au « nationalisme révolutionnaire ». « C'est d'abord de ce côté qu'il faut chercher les éléments de continuité entre le “ni droite ni gauche” d'*Ordre nouveau* et celui de Marine Le Pen, écrit-il. A l'image du Parti populaire français trente ans avant lui, *Ordre nouveau* se définit comme l'ennemi des “féodalités du capitalisme apatride et de la soumission au principe de profit immédiat que ne vient corriger nulle exigence humaine” [Rivarol, 9 nov. 1972] – prolongeant à leur manière, l'héritage du boulangisme et du nationalisme antidreyfusard » (p. 67).

De plus, le « nouveau Front » reprend à *Ordre nouveau* la conception populiste de l'État comme instrument du gouvernement du peuple pour le peuple qu'avait théorisée François Duprat, afin de se débarrasser des intermédiaires et des élites. Il est intéressant de citer le *Manifeste nationaliste*

*révolutionnaire* de ce dernier, pour voir la proximité des vues d'alors avec le FN d'aujourd'hui, très éloignées du libéralisme économique de l'ancien FN :

« La véritable fonction de l'État est [...] de compenser les inégalités inévitables, afin de maintenir la cohésion du groupe national. [...] L'État doit nécessairement disposer de larges pouvoirs et moyens d'action étendus pour réaliser ses objectifs. Mais l'État doit être réellement au service du peuple et non au service des intérêts des groupes dominants ; il doit être le régulateur de l'activité nationale, en cherchant en priorité à permettre le libre développement de notre peuple. Pour cela, l'État doit être directement issu du peuple et contrôlé par lui ; le peuple doit être associé à l'État et à ses organismes de direction. La pseudo-doctrine élitiste, qui vouait la direction de l'État à des "élites" auto-déterminées, est à abandonner » (F. Duprat, « Manifeste nationaliste révolutionnaire », *Dossier nationaliste*, n°2, numéro spécial des *Cahiers européens hebdo-Notre Europe* (n°46), s.d.)

De plus, selon l'auteur, François Duprat d'ON, serait aussi à mettre dans les lointaines origines du virage « social » du FN, « qu'il oriente vers la défense des couches populaires supposément menacées par l'immigration. Un thème que Jean-Marie Le Pen [à l'époque] hésite jusque-là à reprendre à son compte » (p. 71). C'est également Duprat, lors des législatives de 1978, qui sera à l'origine du repositionnement du FN sur la question immigrée, avec l'affiche « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop ! ».

L'auteur insiste également sur l'excroissance d'ON qu'est le GUD (Groupe Union Défense), formation également « nationaliste révolutionnaire », et sa place dans le « nouveau FN », parce que « deux générations de "gudards" sont aujourd'hui représentées dans le cercle privé, très politique, de Marine Le Pen. Reconvertis dans les affaires, ces anciens d'Assas [la faculté de droit] partagent le même souci de discrétion. Aucun d'entre eux ne figure officiellement dans l'organigramme du FN ». Philippe Péninque, ancien dirigeant du GUD, conseille ainsi le FN depuis 2006 dans les contentieux financiers qui l'opposent à l'État et à ses fournisseurs, et Marine Le Pen dit de lui, qu'il est son « thermomètre ». Aux côtés d'Alain Soral, de Jildaz Mahé O'Chinal (l'un des dirigeants du GUD), de Frédéric Chatillon (autre dirigeant du GUD), Péninque fut aussi l'un des fondateurs d'*Egalité et Réconciliation* où les thématiques « nationalistes révolutionnaires » sont totalement prépondérantes. Il aurait été également à côté d'Alain Soral et Marine Le Pen, l'un des inspirateurs du « discours de Valmy » de Jean-Marie Le Pen (2006), qui fut un moment de la réappropriation inédite de l'héritage de la Révolution française. Tout cela pour Kauffmann, est en « résonance avec le vieux fonds anticapitaliste et "social", laïque et plébéien, du "nationalisme révolutionnaire" [...]. En se greffant sur le FN dans les années 2000, certains rameaux prospéreront en abandonnant la référence au fascisme et en s'adaptant au "républicanisme" désormais mis en avant par la direction du parti. Le thème de la nation en armes, la référence à la Convention et aux sans-culottes font d'ailleurs partie des poncifs mobilisés par les théoriciens du "nationalisme révolutionnaire » (p. 75). Ces thématiques « nationalistes révolutionnaires » - reconquérir les classes populaires délaissées - entrent donc en résonance parfaite avec le discours « social-étatiste » d'un Florian Filippot venant du chevènementisme et admirateur de l'« État stratège » de De Gaulle. La mouvance des identitaires, est également une scission à l'intérieur du courant « nationaliste révolutionnaire », avec en 2003, la création du Bloc identitaire-Mouvement social européen, qui à la différence des autres, préfère abandonner le vieux fonds antisémite et antiaméricain, pour se focaliser sur l'islam et l'immigration dans le contexte post-septembre 2001. Par de nombreux aspects, G. Kauffmann avance que le FN va se contenter de reprendre grosso-modo les argumentaires des identitaires sur

l'« islamisation ». Et d'ailleurs de nombreux identitaires vont rentrer dans le FN, notamment aux côtés des maires de Béziers et Beaucaire, Robert Ménard et Julien Sanchez, ou de Marion Maréchal-Le Pen.

## Chapitre 5. Les métamorphoses du racisme.

Dans ce chapitre, l'auteur reprend des thématiques déjà bien connues, telle la nouvelle forme de racisme reformulée en termes culturalistes (il faut ici renvoyer au remarquable livre de Régis Meyran et Valéry Rasplus, *Les pièges de l'identité culturelle. Culture et culturalisme en sciences sociales et en politique - XIXe-XXIe siècles*, Berg international, 2014).

Entre les années 1970-2000, sous l'impulsion de la Nouvelle extrême Droite d'Alain de Benoist (cf. également sur ce sujet Meyran et Rasplus), on passe d'un rejet à prétention scientifique fondé sur la couleur de peau et la hiérarchisation biologique des groupes humains (racisme biologique), à un « racisme sans race » en termes de culture et « modes de vie », c'est-à-dire un « néo-racisme différentialiste et culturel qui ne biologise pas le différent et ne hiérarchise pas les groupes distingués » (Taguieff). C'est là, « le déplacement du racial vers le culturel et la substitution de l'absolutisation de la différence à l'assertion de l'inégalité » (Taguieff également). C'est ainsi tout le néoracisme ethno-différentialiste d'Alain de Benoist qui est approprié officiellement par le « nouveau FN » dans son entreprise de « dédramatisation » (Meyran et Rasplus dans leur livre montrent aussi que cette politisation du différentialisme culturel est loin de toucher seulement le FN, elle se retrouve aussi bien dans le discours de Sarkozy à Dakar en 2007 sur « l'homme africain », dans le livre sur *Le Déni des cultures* de Hugues Lagrange, dans les discours de Claude Guéant ou à gauche chez l'idéologue de plateau Laurent Bouvet et sa « Gauche Populaire », *think thank* du PS proche de Valls, qui développe le thème de « l'insécurité culturelle » et qui sera à l'origine en 2016 du détestable « Printemps républicain » qui transfère les thématiques identitaires à gauche comme le fait à sa manière le post-colonialisme universitaire autour du PIR).

Pour ce nouveau différentialisme culturel, toutes les cultures sont belles, bonnes, et défendables, elles doivent donc, à ce titre, bien rester séparées les unes des autres. Autrement dit, vive la différence culturelle qu'il faut protéger, chez soi, et chez les autres. Dans cette nouvelle forme de racisme reformulée en termes culturalistes, on fait passer toute la xénophobie classique que génèrent, en leur sein laissé intact, les rapports sociaux capitalistes, comme une lettre à la poste. Dès lors, le FN au niveau de ses éléments de langage « officiels » (celui des dirigeants), « déracialise » en termes biologiques ses attaques contre les immigrés, désormais combattus sous la forme d'un « racisme sans race », pour des éléments culturels et religieux. La souillure ici n'est plus celle du sang, mais désormais celle de la culture et du « mode de vie » liés à une identité collective statique. Le néoracisme culturaliste prend alors la forme politique d'une autoconservation culturelle défensive, c'est-à-dire se centre sur la protection d'une identité collective menacée : « On est chez nous ! » disent les militants FN.

Alors que jusqu'en 2008, pour Marine Le Pen, l'islam « n'est pas un sujet politique », l'auteur insiste aussi sur le fait que le virage anti-islam de 2009 du FN (l'islam cible prioritaire), vient paradoxalement du dissident Bruno Mégret, qui est un des premiers à reformuler politiquement à la fin des années 1990, le néoracisme culturaliste (en le ciblant sur l'islam), qui a été travaillé pendant des décennies dans les forges « métapolitiques » d'Alain de Benoist & Co. Ce sera le thème de l'islam, « mode de vie inassimilable ».

Enfin en 2010, la structure de ce néoracisme culturaliste et défensif va voir s'adosser à elle, et ce en adéquation avec les éléments déjà en place, l'angoisse fantasmagorique du « Grand

remplacement » mobilisée et satellisée par Renaud Camus. L'auteur montre encore une fois les vieux habits de cette thèse. Ce n'est là que le « décalque poussif d'une idée qui remonte à Edouard Drumont et Maurice Barrès ». En 1886, dans *La France juive* de Drumont, on voit déjà ce thème de l'occupation étrangère mais le « remplaçant » était le Juif, alors que désormais chez Camus, notre « remplaçant » c'est le maghrébin et le subsaharien (les idées de Barrès en 1900, développaient le même schéma). Tout cela panaché de l'idéologie complotiste à la mode, puisque ce « Grand remplacement » est présenté comme étant en sous-main encouragé par les élites « mondialistes », les terribles « remplacistes ». De la « conquête juive » (Drumont) à la conquête subsaharienne et maghrébine (Camus), la peur démographique et migratoire et son interprétation conspirationniste, marchent ainsi à merveille dans le cercelet auto-défensif de la monade capitaliste qui se cramponne aux rapports sociaux capitalistes.

Le milieu dirigeant du « nouveau FN » s'inspire fortement des thèses de Camus (Finkielkraut serait venu à son secours, il est d'ailleurs décrit par Kauffmann, comme l'un de ses proches), et ce notamment lors des élections régionales de décembre 2015. Mais « dédiabolisation » oblige, et parce que Camus est l'icône de la mouvance identitaire, Marine Le Pen et les autres dirigeants, refusent la dimension complotiste de l'idéologie « grand remplaciste », pour mieux en valider le fond, présenté dans l'idéologie officielle du FN, comme une thèse simplement « descriptive », c'est-à-dire en défendant le fait que Camus ne ferait que décrire le constat factuel d'un changement de population.

Enfin, dans sa lutte contre le « communautarisme », « le FN renoue avec un vieux jacobinisme d'exclusion [qualifié aussi de « républicanisme défensif »] qu'exprimèrent autrefois le boulangisme et une partie des mouvements antidreyfusards ». L'auteur montre la transversalité de ce thème, parce que le « néo-républicanisme » des années 2000 essaime aussi bien à droite qu'à gauche, notamment au travers de la mise en avant de la notion de « laïcité ». C'est donc au nom des valeurs de cette république (laïcité, liberté d'expression, tolérance, droit des femmes et rejet de l'homophobie) que le FN va s'opposer au « communautarisme musulman ».

## Conclusion

Comme on l'a vu, l'auteur n'est pas un adversaire de la thèse sur les « vieux habits ». Il semble dire seulement qu'il ne faut pas se tromper de « vieux habits ».

Ce sont moins ceux des ligues fascistes des années 1930, qu'un patchwork d'autres vieux habits tirés :

- du social-chauvinisme de gauche « prémarxiste »,
- du boulangisme,
- de thèmes maurrassiens,
- du « nationalisme révolutionnaire » d'*Ordre nouveau*/GUD,
- du différentialisme culturel issu de la Nouvelle extrême-Droite d'Alain de Benoist
- des thèmes de Mégret sur l'« islamisation ».
- des thèses « grand remplacistes » déjà développées par Drumont et Barrès

Le livre a cependant tous les défauts des réflexions d'un historien coupé de toute réflexion théorique sur son objet et sur le contexte-forme (la totalité sociale sous-jacente) où existe celui-ci, c'est-à-dire sur la formation sociale capitaliste qu'il nous faut toujours comprendre comme une contradiction en mouvement. Parce que Grégoire Kauffmann tire en réalité des conclusions très insuffisantes de la mise en garde par Pierre-André Taguieff contre « la conception généalogique,

fondée sur la quête des origines et la reconstitution des filiations, à travers le jeu des “familles”, “courants”, “mouvances”, etc. » (in *La revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l’assaut de l’Europe*, PUF, 2015, p. 52). Si dans son livre, Taguieff a certainement raison sur les points de méthode en refusant les conceptions typologiques et généalogiques, mais aussi le nominalisme, et préfère en revenir à une conception plutôt « logique », la définition de l’appartenance à l’extrême-droite qu’il propose (p. 53 de son livre) reste il me semble assez faible, car il n’y a là rien qui soit spécifié historiquement dans son rapport au fonctionnement logique de la formation sociale capitaliste en mouvement. Beaucoup d’historiens, Taguieff et Kauffmann les premiers, voient bien que ces phénomènes d’ « extrême-droite » surgissent à des moments très particuliers des processus d’accumulation capitaliste, mais pour autant, à l’image de la pensée bourgeoise philosophique, « positive » ou marginaliste et du post-modernisme qui ont depuis longtemps rayé de la carte toute réflexion sur la relation du particulier à la totalité sociale abstraite, on reste en deçà d’une théorie critique des phénomènes improprement qualifiés d’ « extrême-droite », que génèrent périodiquement la dynamique des formes basales capitalistes et la forme sujet bourgeoise qu’endossent aujourd’hui au travers d’une autodiscipline des corps et subjectivités, les individus de l’accumulation. Il ne suffit pas de dire qu’évidemment, « les filiations susceptibles d’être identifiées ne sont jamais des reproductions à l’identique, ni les ressemblances des similitudes » (Kauffmann, *ibid.*, p. 10). On donne à penser que la genèse logique et donc historique de ces phénomènes d’ « extrême-droite », s’expliquerait d’abord et avant tout par le resurgissement de vieilles traces du passé (les « vieux habits »), voire d’un « esprit figé pour l’éternité au fond de quelque chose » selon parfois l’essentialisme d’un certain militantisme antifasciste (le « vieux fonds » pétainiste-réactionnaire qui referait surface, comme on l’entend souvent), qui faute d’avoir été totalement effacés (physiquement et dans la mémoire), ne feraient que réapparaître certes sous des agencements différents, mais ce sont quand même les filiations, même complexifiées, qui expliqueraient la forme et le contenu idéologique de ces phénomènes. Ces phénomènes (racisme, antisémitisme, populisme, etc.), ne peuvent être saisis comme simples formes de préjugés, en tant qu’idéologies du bouc émissaire, ou comme la gauche le fait souvent, en se focalisant sur la fonction que joueraient le racisme, l’antisémitisme, le nationalisme, etc., au profit de la bourgeoisie et du « grand capital ».

Il nous semble au contraire, que si ce genre de recherche analytique sur les « filiations » (de « vieux habits ») reste intéressant, c’est à la condition d’inscrire ce champ à l’intérieur d’une théorie critique plus vaste, et à un niveau d’abstraction plus élevé, qui prennent cette fois-ci pour objet, la genèse logique du phénomène (que ce soit le racisme, le populisme, l’antisémitisme, etc.) à l’intérieur même de la totalité sociale capitaliste. Moishe Postone a déjà fait le travail pour l’antisémitisme qui se distingue du racisme en général (« Antisémitisme et national-socialisme », in *Critique du fétiche-capital. Le capitalisme, l’antisémitisme et la gauche*, PUF, 2013). On ne peut pas comprendre ces phénomènes intrinsèquement capitalistes sans partir de la catégorie de fétiche, du capitalisme comme un fétichisme réel, et de la forme d’antinomie entre l’abstrait et le concret qui lui est liée. C’est ici que la théorie critique marxienne, et en particulier sa reformulation dans la critique de la valeur-dissociation peut et doit apporter aujourd’hui la contribution la plus offensive possible.

Clément Homs